

DEBOUT!

COMMUNIQUÉ



Pour diffusion immédiate

Bilan de fin de session

L'ARROGANCE ET LE MENSONGE SONT DEVENUS LA NOUVELLE FAÇON DE GOUVERNER DE STEPHEN HARPER

—Ève-Mary Thaï Thi Lac

Saint-Hyacinthe, le 25 juin 2009 – Seuls le Bloc Québécois et **Ève-Mary Thaï Thi Lac** se tiennent debout pour le Québec, debout pour Saint-Hyacinthe–Bagot. Une fois de plus, le gouvernement conservateur de Stephen Harper s'est montré d'une insensibilité et d'une étroitesse d'esprit tel, qu'il a bafoué les intérêts de la nation québécoise, formant même une coalition avec les libéraux de Michael Ignatieff.

Le 27 mai dernier, **Ève-Mary Thaï Thi Lac** et le Bloc Québécois ont fait adopter, à la majorité, la motion M-300, motion qui vise à venir en aide aux aînés les plus démunis. Rappelons que l'ensemble des conservateurs se sont prononcés contre cette motion, et ce, même si l'Assemblée nationale du Québec a appuyé cette aide aux personnes âgées. Quant aux libéraux, ils n'ont pas eu d'autre choix que d'appuyer la motion, devant le large consensus au sein des associations représentant les personnes âgées. La FADOQ, entre autres, n'a pas ménagé ses efforts pour faire pression sur les libéraux et défendre l'intérêt des personnes âgées.

D'autre part, depuis le début de la crise forestière, les pertes d'emplois se multiplient au Québec. Avec la crise économique, c'est la survie de toute l'industrie qui est mise en péril. Le Bloc Québécois est revenu sans cesse à la charge pour sauver l'industrie forestière, mais le gouvernement conservateur ne lui a consenti qu'un maigre 1,27 milliards de dollars, alors qu'il accorde 10 milliards de dollars à l'industrie automobile, principalement concentré en Ontario. Les conservateurs ont prétendu que les garanties de prêts sont illégales, alors même que leurs avocats ont affirmé le contraire.

«Pour corriger cette iniquité et contrer la politique du "Tout à l'Ontario", le Bloc Québécois, a proposé la mise en place d'une facilité de crédit rattachée à la Banque de développement du Canada, qui disposerait d'une enveloppe similaire, à celle de l'industrie automobile, afin que l'industrie forestière puisse bénéficier de prêts et de garanties de prêts. Cette mesure permettrait de sauver des milliers d'emplois au Québec!», mentionne **Ève-Mary Thaï Thi Lac**.

Quant à l'assurance-emploi, saccagé par les libéraux dans les années 1990 et la complicité actuelle du gouvernement conservateur, ce régime demeure inefficace et injuste, entre autres, parce qu'il traite les chômeurs comme des fraudeurs potentiels.

«En temps de crise, les milliers de travailleuses et de travailleurs qui perdent leur emploi sont en droit de s'attendre à une aide adéquate et rapide d'autant, qu'ils paient des primes. Ainsi, une nouvelle approche éliminant le délai de carence permettrait d'accélérer l'obtention du premier chèque, et permettrait aux prestataires d'en bénéficier à l'intérieur de 14 jours.» d'affirmer **Ève-Mary Thāi Thi Lac**.

Les propositions du Bloc auraient grandement aidé la situation des travailleurs :

- Élimination du délai de carence;
- Accessibilité à partir de 360 heures;
- Taux de prestation à 60%.

«Au fil des ans, le régime d'AE est devenu de moins en moins accessible. Cette situation, on la doit aux réformes désastreuses poursuivies par les gouvernements libéraux et conservateurs qui ont ainsi dépouillé les travailleuses et les travailleurs de plus de 54 milliards. À la fin des années 80, près de 80 % des chômeurs avaient accès au régime d'AE; aujourd'hui, ils ne sont plus qu'environ 46 %! L'intransigeance du gouvernement conservateur n'améliore pas la situation.» explique la **députée bloquiste de Saint-Hyacinthe–Bagot**.

Monsieur Ignatieff n'a pour sa part rien fait de concret pour le Québec. Au moment d'appuyer le budget conservateur, il aurait pu exiger en retour une réforme de l'AE, mais il est resté les bras croisés. Le Bloc Québécois, lui, est le seul qui est passé à l'action en proposant une réforme à l'assurance-emploi.

En ce qui concerne l'étiquetage des produits canadiens, au Bloc Québécois, on s'explique mal l'entêtement du ministre de l'Agriculture, Gerry Ritz, devant les nouvelles normes. Ce dernier prétend que les nombreuses consultations qu'il a menées justifient la norme du 98 % pour étiqueter les produits du Canada. Or, c'est tout le contraire : les producteurs, les transformateurs, les consommateurs et le Comité permanent de l'agriculture sont tous unanimes à dire que cette norme est irréaliste. Ces normes sont tellement contraignantes qu'il sera dorénavant impossible de les rencontrer, ce qui entraînera l'effet contraire à celui recherché puisque les transformateurs ne verront plus de raison de s'approvisionner en produits de chez nous.

Encore une fois, en pleine crise économique le gouvernement Harper a trouvé le moyen de prendre des décisions néfastes. La norme de 98 % est irréaliste et doit absolument être ramenée à 85 %, un taux qui fait consensus.

-30-

Pour plus d'information : Jean-Sébastien Poulin

Adjoint parlementaire et responsable des communications

450 771-0505

Thilae0@parl.gc.ca